



## CONSEIL COMMUNAUTAIRE

*Procès verbal de séance*

LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015 A **20H00**

*Salle du Conseil municipal  
Centre administratif - Beaurepaire*

## ORDRE DU JOUR

<b>I- ACTIVITES ECONOMIQUES.....</b>	<b>4</b>
1. Avenant n°1 au marché de travaux - ZA des Blâches à Jarcieu .....	4
2. Za des Blâches à Jarcieu – régularisation de la vente à la société L3M – TVA sur marge .....	5
3. Za des Blâches à Jarcieu –vente à la société Duarig – TVA sur marge .....	6
4. Za des Blâches à Jarcieu – validation du permis d’aménager .....	6
5. Za des Rivoires à Cour et Buis – validation de l’étude de faisabilité – Choix du scénario.....	7
6. Proposition de la CCI – démarche d’écologie industrielle et territoriale avec des entreprises du Territoire de Beaurepaire.....	7
<b>II- FINANCES.....</b>	<b>8</b>
7. Modification dotation de solidarité : régularisation fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) .....	8
8. Augmentation du taux de la TASCOT .....	9
<b>III- ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>10</b>
9. Collecte des ordures ménagères – choix de l’entreprise adjudicataire du marché.....	10
10. Collecte en C 0,5 – demande de renouvellement de la dérogation .....	11
11. Convention de reprise des lampes usagées collectées – renouvellement de la convention avec OCAD3E et Recyclum –.....	11
12. Modification du règlement intérieur des déchetteries – changement d’horaires .....	12
<b>IV- HABITAT.....</b>	<b>13</b>
13. Dossier de subvention FART.....	13
<b>V- PETITE ENFANCE – ENFANCE JEUNESSE .....</b>	<b>14</b>
14. Cinéma plein air – compte rendu .....	14
15. Rapport d’activités du délégataire Léo Lagrange – Pôle petite enfance.....	15
16. Synthèse du fonctionnement LAEP et RAM.....	15
<b>VI- CULTURE .....</b>	<b>16</b>
17. Subvention de fonctionnement – résidence Compagnie Carcaras.....	16
<b>VII- SERVICES PUBLICS.....</b>	<b>16</b>
18. Maison de santé pluri professionnelle : option TVA.....	16
19. Maison de santé pluri professionnelle : acquisition de la parcelle de l’AFIPAIM .....	17
<b>VIII- ADMINISTRATION GENERALE.....</b>	<b>17</b>
20. Régularisation de la délégation donnée au Président .....	17
21. Opération sous mandat Gymnase Monsteroux Milieu – Choix des entreprises adjudicataires des travaux .....	19
22. Charte forestière des Bonnevaux – transfert du portage du dossier .....	19
<b>IX- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE .....</b>	<b>20</b>
<b>X- QUESTIONS DIVERSES.....</b>	<b>21</b>

# CONSEIL COMMUNAUTAIRE – LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Chantal ROMANO					
Mme Colette BENISTANT			Pouvoir		
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE		X			
M. Yannick PAQUE					
Mme Michèle TARNAUD			Pouvoir		
M. Alain BERHAULT		X			
Mme Béatrice MOULIN MARTIN		X			
M. Jean Claude SCHMIT					
Mme Annie MONNERY		X			
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU	X			
M. Gilbert PERROT			Pouvoir		
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X		Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS	X			
M. Philippe ORSINGHER		X			
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme Nadège CHANAUX					
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X			
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU	X			
M. Denis MERLIN			Pouvoir		
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX	X			
M. Etienne MAUGICE					
Mme Claude NICAISE	PACT	X			
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU	X		Murielle GRIFFET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE	X		Bernard COUDERT	
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE				
M. Jean Louis DELAY		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X			
M. Lionel POIPY		X			
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY	X			
Mr Bruno DANNONAY		X			
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS			Gille SIVIGNON	X

M. NUCCI, Président accueille les membres du Bureau en l'absence temporaire de Mr MIGNOT retenu par une autre réunion, et donne lecture du compte-rendu de la séance du 20 juillet 2015.

Ce dernier ne faisant l'objet d'aucune remarque, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

M. NUCCI félicite M. FANJAT, maire de Moissieu sur Dolon pour les nouvelles élections partielles de sa commune et aborde l'ordre du jour.

La séance peut débuter.

En attente de l'arrivée de M. MIGNOT, la séance débute par le thème des Activités économiques.

## I- ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BECT

### 1. Avenant n°1 au marché de travaux - ZA des Blâches à Jarcieu

Vu la délibération du 23 février 2015 relative à la validation du projet d'extension de la ZA des Blâches à Jarcieu ainsi que du plan de financement,

Vu la délibération du 27 avril 2015 relative au choix des entreprises retenues pour effectuer les travaux d'extension, à savoir le groupement Eiffage/Marchand pour un montant total de marché de 165 705,55 € HT,

Considérant que l'implantation d'une société dans la zone, a nécessité d'augmenter la longueur de voirie de la tranche ferme d'environ 20 ml.

La décision d'installer l'infrastructure destinée à recevoir la fibre a obligé également l'anticipation sur la tranche conditionnelle n°2 impliquant ainsi :

- Augmentation de la tranche ferme
- Diminution de la tranche conditionnelle n°1
- Diminution de la tranche conditionnelle n°2

De plus, l'épaisseur de terre végétale s'est trouvée plus importante que prévue impliquant alors un terrassement supplémentaire pour atteindre le « bon » sol en vue de la réalisation de la voirie de la première tranche avec augmentation de l'apport de matériaux (2 480,60 €)

Enfin, le sol perméable était à -6,80 au lieu de 4,5 m. Cette opération a nécessité une sur-profondeur de puits, infiltrant comprenant terrassement, buse béton perforée, matériaux drainants et textile anti-contaminant supplémentaire (1 277 €).

Il est donc proposé la nouvelle répartition des dépenses suivantes comprenant l'avenant n°1 d'un montant de 3 712,60 € HT :

Avenant n°1	Entreprise adjudicataire	Montant marché initial HT	Montant HT Avenant
Tranche ferme	Eiffage – Marchand	51 616,15 €	58 704,25 €
Tranche conditionnelle n°1		108 269,40 €	103 471,30 €
Tranche conditionnelle n°2		5 820,00 €	3 530,00 €
TOTAL HT		165 705,55 €	169 418,15 €
TVA 20%		33 141,11 €	33 883,63 €
TOTAL TTC		198 846,66 €	203 301,78 €
Montant avenant		3 712,60 € HT Soit 4 455,12 € TTC	

Il est proposé à l'assemblée délibérante de délibérer afin de :

**Approuver** l'avenant n°1 au marché de travaux d'extension de la Za des Blâches à Jarcieu tel que décrit ci-dessus,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## 2. Za des Blâches à Jarcieu – régularisation de la vente à la société L3M – TVA sur marge

Vu la délibération du 26 mai 2015 relative à l'approbation de la vente de la parcelle ZE 97 ZA des Blâches à Jarcieu,

Considérant que la délibération du 26 mai 2015 ne tient pas compte de certains éléments nécessaires à la rédaction de l'acte de vente final,

Considérant que la délibération du 26 mai ne tient pas compte du montant de la TVA sur marge qui s'applique sur ce type d'opération,

Ainsi, il est nécessaire de préciser :

- Servitude de passage : dans l'attente de la construction de la voirie desservant la parcelle, une bande de terrain d'une largeur de 8 m et d'une longueur de 37 m environ et appartenant à la C.C.T.B, constitue au profit de la parcelle vendue un droit de passage en surface pour accès et d'un droit de passage aérien ou en tréfonds pour tous réseaux.
- Délai pour construire et clause résolutoire : l'acquéreur s'engage à construire dans un délai de 3 ans à compte de la signature de l'acte de vente. En cas de manquement, les conséquences seront les suivantes :
  - \* Sauf cas de force majeure ayant entraîné un retard des travaux, la vente sera résolue de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de remplir aucune formalité judiciaire si au terme du délai la construction n'a pas atteint le stade « élévation des murs en cours ».
  - La C.C.T.B fera constater l'état d'avancement des travaux par huissier et notifiera à l'acquéreur l'application de plein droit de la clause résolutoire
  - \* Si au terme du délai, les travaux ont atteint le stade « élévation des murs en cours », la résolution de la vente n'aura pas lieu de plein droit, la C.C.T.B se réservant la faculté d'accorder un délai supplémentaire.
  - La C.C.T.B devra par courrier constater le manquement et préciser si elle entend se prévaloir de la clause résolutoire ou si elle accorde un délai supplémentaire pour achever la construction.
  - \* En cas de résolution de la vente, la C.C.T.B devra rembourser à l'acquéreur le prix de vente payé sans que ce dernier ne puisse réclamer aucune autre indemnité.Dans le cadre d'un prêt hypothécaire contracté par l'acquéreur, la C.C.T.B s'engage à ne pas exercer l'action résolutoire sans en avoir préalablement informé l'établissement financier ayant accordé le prêt.
- TVA immobilière : la vente aura lieu moyennant le prix de 29 244,30 € TVA sur marge comprise correspondant à :
  - \* un prix de 12 €HT/m<sup>2</sup> soit 27 204 €HT
  - \* à la TVA sur marge réglée par la C.C.T.B s'élevant à : 2 040,30 €

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

**Approuver** les compléments à la délibération du 26 mai 2015 telles que décrits ci-dessus,

**Approuver** la vente de la parcelle ZE 97 au prix de 12 € le m<sup>2</sup> soit 27 204 euros à laquelle se rajoute le montant de la TVA sur marge de 2 040,30 € soit un total de prix de vente de 29 244,30 €.

**Dire** que l'acte de vente est soumis à clauses suspensives et résolutoires et servitude telle que décrites ci-dessus,

**Charger** la SCP Quereyron – Grattier – Deschamps pour la rédaction de l'acte de vente afférent au dossier,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### 3. Za des Blâches à Jarcieu –vente à la société Duarig – TVA sur marge

Vu la délibération du 20 juillet 2015 relative à l'approbation de la vente de la parcelle ZE 130 à la société DUARIG pour l'extension de son activité,

Considérant que la délibération du 20 juillet 2015 ne tient pas compte du montant de la TVA sur marge qui s'applique sur ce type d'opération,

Il est ainsi proposé d'apporter le complément suivant à la délibération du 20 juillet 2015 :

La vente aura lieu moyennant le prix de 67 712,10 € TVA sur marge comprise correspondant à :

- Prix de 12€HT/m<sup>2</sup> soit 62 988 €HT
- A la TVA sur marge réglée par la C.C.T.B s'élevant à : 4 724,10 €

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

**Approuver** le complément à la délibération du 20 juillet 2015 telle que décrit ci-dessus,

**Approuver** la vente de la parcelle ZE 130 au prix de 12 € le m<sup>2</sup> soit 62 988 euros à laquelle se rajoute le montant de la TVA sur marge de 4 724,10 € soit un total de prix de vente de 67 712,10 €.

**Charger** la SCP Quereyron – Grattier – Deschamps pour la rédaction de l'acte de vente afférent au dossier,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### 4. Za des Blâches à Jarcieu – validation du permis d'aménager

L'article L.442-1 du code de l'urbanisme dispose que : «Constitue un lotissement la division en propriété ou en jouissance d'une unité foncière ou de plusieurs unités foncières contiguës ayant pour objet d'en détacher un ou plusieurs lots destinés à être bâtis ».

L'article L. 442-1-2. précise quant à lui que le périmètre du lotissement comprend le ou les lots destinés à l'implantation de bâtiments ainsi que, s'ils sont prévus, les voies de desserte, les équipements et les espaces communs à ces lots.

L'article R.421-19 du code de l'urbanisme indique : « Doivent être précédés d'un permis d'aménager, les lotissements qui prévoient la création ou l'aménagement de voies, d'espaces ou d'équipements communs internes au lotissement ;

L'aménagement et la commercialisation de l'extension de la zone d'activités des Blâches nécessitent la création d'une voirie interne et de plusieurs lots à bâtir.

Il convient donc de déposer un permis d'aménager portant sur :

- les parcelles ZE 98 ZE249 ZE258p ZE255 ZE256 ZE236p ZE130p représentant une surface de 22 864 m<sup>2</sup> permettant de commercialiser 4 lots de 3 à 6000 m<sup>2</sup>, tels que désignés sur les plans joints.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

*CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 28 septembre 2015/Procès verbal*

**Approuver** l'aménagement et la commercialisation de l'extension de la zone d'activité des Blâches à Jarcieu sur les parcelles ZE 98- ZE 249 - ZE258p - ZE255- ZE256 -ZE236p -ZE130p représentant une surface de 22 864 m<sup>2</sup> permettant de commercialiser 4 lots de 3 à 6000 m<sup>2</sup>,

**Autoriser** le Président, ou son représentant, à déposer au nom et pour le compte de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire une demande de permis d'aménager sur les parcelles susvisées,

**Autoriser** Le Président, ou son représentant, à signer en tant que de besoin, tous documents afférents à ce projet d'aménagement.

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération,

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **5. Za des Rivoires à Cour et Buis – validation de l'étude de faisabilité – Choix du scénario**

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a sollicité le Bureau d'études D2I Conseil afin d'étudier la faisabilité d'une extension de la zone d'activités « Les Rivoires » sur la commune de Cour et Buis.

Cette étude vise à appréhender l'ensemble des problématiques techniques et juridiques liées à cette extension.

Cette étude permet également de proposer des solutions d'améliorations fonctionnelles et sécuritaires des différents usages depuis la RD 37 jusqu'à l'extension de la ZA.

Des estimations de coûts sont ainsi fournies à l'appui des différentes propositions.

L'enjeu est de permettre de choisir la programmation des travaux en fonction des différents critères (solutions, coûts, phasages etc...).

Il est donc proposé à l'assemblée de valider l'étude de faisabilité proposée par le Bureau d'études afin de permettre le lancement des études de projet.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

**Valider** l'étude de faisabilité telle que présentée,

**Valider** le choix proposé et ce pour un montant estimatif des travaux d'environ 105 000 € HT à la charge de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

**Autoriser** le Président à lancer les études de projet,

**Autoriser** le Président à solliciter tout financeur pour une aide financière à la réalisation de ce projet,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **6. Proposition de la CCI – démarche d'écologie industrielle et territoriale avec des entreprises du Territoire de Beaurepaire**

Lors du Congrès national développement durable des CCI en octobre 2014, une feuille de route nationale sur l'économie circulaire a été validée avec les objectifs suivants :

- Aider les entreprises à se lancer dans l'économie circulaire
- Communiquer pour valoriser les actions des entreprises et des territoires
- Favoriser le développement de produits et de services éco-innovants
- Développer de nouveaux modèles économiques
- Systématiser le recyclage des matières premières
- Valoriser la biomasse du territoire
- Aider à la mise en place de l'écologie industrielle et territoriale

- Appuyer les circuits courts et l'économie de proximité

En cohérence avec les objectifs nationaux, la CCI Nord Isère a validé une feuille de route économie circulaire très large sur l'ensemble Nord Isère. L'économie circulaire appliquée concrètement aux entreprises et territoires amènent à accompagner les entreprises et les territoires sur des sujets multiples.

Dans le cadre du projet sur le territoire de Beaurepaire et du GPRA Rhône Média, l'objectif est de travailler sur une approche par zones d'activités économiques en travaillant sur des projets d'écologie industrielle territoriale.

La CCI souhaite que ce projet expérimental permette de définir une méthodologie de mise en œuvre concrète du concept d'écologie industrielle afin de pouvoir dupliquer la démarche sur d'autres territoires.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est en relation étroite avec plusieurs entreprises de son territoire, dont l'activité relève de l'économie circulaire et qui misent sur des dynamiques de coopération pour asseoir leur développement.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire souhaite s'engager aux côtés de la CCI pour expérimenter des moyens et des outils favorisant l'émergence de synergies inter-entreprises au sein de son territoire, développer des démarches innovantes autour de la friche en matière de mobilisation d'expertise et d'acteur intéressés par le foncier.

Pour la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire la dépense s'élève à 7 970 €.

#### **Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Valider** la proposition de la CCI Nord Isère d'effectuer une expérimentation/action d'une démarche d'écologie industrielle et territoriale avec des entreprises du Canton de Beaurepaire,

**Décider** d'identifier dans le budget de la Communauté de Communes les montants correspondants à sa participation, soit 7 970 €,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **II- FINANCES**

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

### **7. Modification dotation de solidarité : régularisation fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)**

Vu la délibération du 23 février 2015 relative à la dotation de solidarité versée par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à ses communes membres,

Vu la délibération du 22 juin 2015 par laquelle le conseil communautaire a décidé d'opter pour le choix d'une répartition dite « dérogatoire libre » du FPIC : la contribution au titre du fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales est intégralement supportée par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant que la délibération concordante d'une commune membre concernant le FPIC n'a pas été prise dans le délai imparti (avant le 30 juin 2015),

Considérant que des communes ont déjà reçu le FPIC,

Aussi, il est proposé que la C.C.T.B récupère auprès des communes membres le FPIC par l'intermédiaire de la dotation de solidarité. Cette dernière sera donc minimisée du montant du FPIC selon le tableau ci-dessous présenté :

Communes	Pop INSEE	% pop.	répartition pop.	répartition forfaitaire	Total	FPIC	DOTATION FINALE
BEAUREPAIRE	4 800	31,13%	38 915,55 €	8333,33	47 248,89 €	21 231,00 €	26 017,89 €
BELLEGARDE POUSSIEU	973	6,31%	7 888,51 €	8333,33	16 221,84 €	11 592,00 €	4 629,84 €
CHALON	175	1,14%	1 418,80 €	8333,33	9 752,13 €	2 021,00 €	7 731,13 €
COUR ET BUIS	879	5,70%	7 126,41 €	8333,33	15 459,74 €	9 963,00 €	5 496,74 €
JARCIEU	1 053	6,83%	8 537,10 €	8333,33	16 870,43 €	11 323,00 €	5 547,43 €
MOISSIEU SUR DOLON	719	4,66%	5 829,23 €	8333,33	14 162,56 €	8 804,00 €	5 358,56 €
MONSTEROUX MILIEU	784	5,08%	6 356,21 €	8333,33	14 689,54 €	9 906,00 €	4 783,54 €
MONTSEVEROUX	939	6,09%	7 612,86 €	8333,33	15 946,19 €	11 829,00 €	4 117,19 €
PACT	861	5,58%	6 980,48 €	8333,33	15 313,81 €	10 471,00 €	4 842,81 €
PISIEU	545	3,53%	4 418,54 €	8333,33	12 751,87 €	6 760,00 €	5 991,87 €
POMMIER DE BEAUREPAIRE	725	4,70%	5 877,87 €	8333,33	14 211,20 €	9 142,00 €	5 069,20 €
PRIMARETTE	749	4,86%	6 072,45 €	8333,33	14 405,78 €	8 635,00 €	5 770,78 €
REVEL TOURDAN	1 053	6,83%	8 537,10 €	8333,33	16 870,43 €	10 676,00 €	6 194,43 €
SAINT BARTHELEMY	1 021	6,62%	8 277,66 €	8333,33	16 611,00 €	11 980,00 €	4 631,00 €
SAINT JULIEN DE L'HERMS	142	0,92%	1 151,25 €	8333,33	9 484,59 €	1 741,00 €	7 743,59 €
<b>TOTAL</b>	<b>15 418</b>	<b>100,00%</b>	<b>125 000,00 €</b>	<b>125 000,00 €</b>	<b>250 000,00 €</b>	<b>146 074,00 €</b>	

La délibération du 23 février 2015 relative à la dotation de solidarité sera abrogée et remplacée par les présentes dispositions.

Il est rappelé également que la somme de 129 579 € sera quant à elle versée à la commune de Beaurepaire au titre de la dotation de solidarité supplémentaire (opération de l'ancienne chocolaterie).

**Il est proposé à l'Assemblée délibérante de :**

**Approuver** la nouvelle répartition de la dotation de solidarité par commune telle qu'indiquée ci-dessus, qui annule et remplace la précédente,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## 8. Augmentation du taux de la TASCOM

Vu la loi n°72-657 du 13 juillet 1972 relative à l'institution de mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans,

Vu la loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010,

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 la TASCOM est perçue au profit des communes ou des EPCI à fiscalité propre sur le territoire desquels est situé l'établissement imposable.

Le 5<sup>ème</sup> alinéa de la loi de 2009 de finances pour 2010 permet aux communes et EPCI qui perçoivent la TASCOM d'appliquer à son montant un coefficient multiplicateur compris entre 0,8 et 1,2. Toutefois la première année au titre de laquelle cette faculté est exercée, ce coefficient doit être compris entre 0,95 et 1,05.

Ce coefficient doit être fixé par délibération.

**Il est proposé au conseil communautaire de délibérer afin de :**

**Décider** pour la première fois au titre de la taxe perçue à compter de l'année suivante, d'appliquer à son montant un coefficient multiplicateur,

**Fixer** le coefficient multiplicateur à 1,05

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération,

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### **III- ENVIRONNEMENT**

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

#### **9. Collecte des ordures ménagères – choix de l'entreprise adjudicataire du marché**

Vu la délibération du 27 avril 2015, relative au lancement d'un appel d'offres ouvert pour la collecte des ordures ménagères,

Vu la Commission d'appel d'offres réunie le 22 juin 2015 pour l'ouverture des plis,

Vu la Commission d'appel d'offres réunie le 14 septembre 2015 relative au choix du prestataire,

Vu la Commission d'appel d'offres réunie le 24 septembre 2015 relative à la rencontre avec le candidat,

- Un avis d'appel d'offres a été publié au BOAPM et JOUE le 28 avril 2015 ainsi que sur la plateforme dématérialisée des Affiches le même jour
- Les entreprises avaient jusqu'au 22 juin 2015 17h00 pour déposer leurs offres
- Montant estimatif de la prestation : 270 000 € HT / an
- Durée du marché : 3 ans renouvelable deux fois un an
- Rappel des critères relatifs au jugement des offres
  - Valeur technique des prestations : 40 %
  - Prix des prestations : 60 % (part à l'habitant 30% + part au tonnage 30%)

La Commission d'appel d'offres et les membres du Bureau proposent de retenir :

Entreprise                      pour un montant de marché s'élevant à                      € HT / an

*C. NICAISE explique que cette question est retirée de l'ordre du jour, l'entreprise avec laquelle il y a négociation n'ayant pas encore fait parvenir sa nouvelle proposition.*

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : REPORTE

## 10. Collecte en C 0,5 – demande de renouvellement de la dérogation

Vu l'arrêté préfectoral du 5 mars 2014 relative à une dérogation pour la collecte des déchets ménagers,  
Vu la délibération en date du 20 décembre 2010 relative à la suppression de la TEOM pour permettre la mise en place de la redevance incitative,

Considérant que la C.C.T.B a instauré depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 la redevance incitative afin de financer la collecte et le traitement des déchets ménagers.

Les usagers équipés de bacs individuels pucés ont vu leur redevance calculée en fonction du nombre de présentation du bac afin de les inciter à trier au maximum leurs déchets.

Depuis cette mise en place, le service a constaté une baisse significative d'environ 50% du tonnage collecté et une présentation des bacs toutes les 3, voire les 4 semaines.

Le 5 mars 2014, par arrêté préfectoral, Monsieur le Préfet a octroyé une dérogation pour deux ans de la collecte des déchets ménagers.

Ainsi depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014, la C.C.T.B a mis en place la collecte en C0,5 sur le pavillonnaire et cette expérience a donné entière satisfaction, tant sur le domaine du service rendu que sanitaire.

La dérogation actuelle arrivant à terme en mars prochain il est proposé de délibérer afin de solliciter une nouvelle dérogation auprès des services de la Préfecture.

L'organisation demeurerait inchangée, c'est-à-dire :

- Pour toutes les communes rurales du canton et les extérieurs de Beaurepaire, une collecte bimensuelle
- Le centre urbain de Beaurepaire, les gros producteurs ainsi que les usagers ayant des problèmes médicaux lourds resteront en collecte hebdomadaire

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Solliciter** les services de la Préfecture pour l'obtention d'une nouvelle dérogation pour le maintien du passage de la collecte en C 0,5,

**Autoriser** le Président à solliciter l'avis des communes membres de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## 11. Convention de reprise des lampes usagées collectées – renouvellement de la convention avec OCAD3E et Recyclum –

*La filière de recyclage et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (réfrigérateurs, téléviseurs, ordinateurs, petits électro-ménagers, lampes etc...) est en place depuis novembre 2006.*

*A cet effet, des organismes ont été agréés par arrêtés ministériels pour l'organisation de la filière : trois éco-organismes généralistes (Ecologic, Eco-système et European recycling platform) auxquels s'ajoutent un éco-organisme spécialisé dans la collecte et le traitement des lampes et néons (recylum).*

*Parallèlement, un organisme coordinateur a été désigné par arrêté ministériel du 15 novembre 2006, en l'occurrence OCAD3E, chargé de conclure les conventions, notamment avec les collectivités locales pour la collecte des lampes usagées.*

OCAD3E a présenté sa demande de renouvellement d'agrément en Commission consultative d'agrément le 7 novembre dernier.

Le cahier des charges se rapportant à cet agrément concerne entre autre les lampes usagées qui sont des équipements électriques particuliers puisque :

- Elles sont utilisées partout et par tous (collectivités – professionnels – ménages et assimilés...)
- Ce sont des déchets fragiles qui ne peuvent être collectés en mélange avec les autres DEEE
- Leur faible consommation électrique et leur durée de vie en font des produits écologiquement vertueux dont les pouvoirs publics encouragent activement l'utilisation

OCAD3E a obtenu le renouvellement de son agrément comme éco-organisme coordonnateur pour les lampes usagées par arrêté du 24 décembre 2014 pour la période 2015-2020, sur la base d'un nouveau barème.

Le nouveau barème de soutien modifie sensiblement en faveur de la collectivité la convention OCAD3E.

La société en accord avec les associations représentantes des collectivités et le Ministère de l'écologie, il a été décidé de résilier de façon anticipée au 31 décembre 2014 la convention existante afin que la durée de la nouvelle convention coïncide avec la durée du nouvel agrément OCAD3E.

Les grandes lignes du barème sont :

- Soutien à l'investissement : soutien de 750 € pour l'achat d'une armoire DMS ou construction d'un local permettant le stockage des conteneurs de lampes usagées à l'abri des intempéries.
- Soutien à la mise à jour du guide du tri des déchets destinés aux habitants (forfait de 500 € pour la création ou mise à jour dans le guide du tri distribué par la collectivité partenaire aux usagers, d'un espace dédié à la collecte séparée des lampes usagées en déchetteries, respectant le cahier des charges de Recyclum et .../ forfait de 1 000 € pour la création ou mise à jour d'une page du site internet de la collectivité partenaire dédiée à la collecte séparée des lampes usagées en déchetteries etc ...

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** les conventions ci-annexées avec OCAD3E et Recyclum,

**Autoriser** le Président à signer lesdites conventions et tous documents relatifs à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE UNANIMITE

## **12. Modification du règlement intérieur des déchetteries – changement d'horaires**

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, notamment en matière de compétence d'élimination et valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés,

Considérant que les déchetteries de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, sont implantées à Beaurepaire et Montseveroux et ont pour rôle de :

- Permettre aux habitants, collectivités, associations et tous les services publics d'évacuer les déchets, non collectés par le service des ordures ménagères dans de bonnes conditions
- Permettre sous certaines conditions, aux artisans et commerçants d'évacuer leurs déchets industriels banals dans des conditions acceptables après tri de leur part dans les bennes appropriées

- Limiter la multiplication des dépôts sauvages
- Economiser les matières premières, en recyclant certains déchets : papiers, cartons, bois, ferrailles, huiles moteurs usagées, batteries etc.
- Sensibiliser le public sur la nécessité de trier et de recycler les déchets

Au regard de la fréquentation desdites déchetteries, il est proposé de modifier l'amplitude horaire de celles-ci afin de tenir compte de leur utilisation dans des conditions optimales.

Il est également intégré dans le règlement des déchetteries, le refus des souches d'arbres d'un diamètre supérieur à 20 cm. Les administrés auront la possibilité d'être redirigés vers la compostière de Point ou Arc en Ciel recyclage moyennant payant.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Valider** les nouvelles propositions d'horaires d'ouverture des déchetteries,

**Valider** le refus d'accepter en déchetterie les souches d'arbres d'un diamètre de plus de 20 cm,

**Approuver** la modification du règlement intérieur des déchetteries comme proposée,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **IV- HABITAT**

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

### **13. Dossier de subvention FART**

Vu la délibération du 25 mars 2013 relative à la validation du protocole territorial d'aide à la rénovation thermique des logements privés,

Vu la délibération du 27 avril 2015 relative au principe de la continuité de la participation financière de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour les dossiers du programme FART,

Le protocole dont il est question entre le cadre du projet FART (fonds d'aide à la rénovation thermique) qui consiste à améliorer la performance énergétique de logements via une aide financière.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a souhaité contribuer à la mise en œuvre du programme « habitat mieux » et aider financièrement à hauteur de 500 €, les logements concernés par cette action et éligibles à l'aide de l'anah.

Par délibération du 27 avril 2015, la C.C.T.B a validé le principe de continuer à participer financièrement à hauteur de 500 € pour tous les dossiers du programme FART quelques soit la majoration ou pas appliquée par l'Etat

Il est donc proposé de valider les dossiers ayant obtenus l'agrément de l'Anah pour le versement d'une subvention, et de permettre le versement de la contribution de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à hauteur de 500 € pour chacun soit à :

- Madame Sandrine CHATAIN – 306 rue des Cadrans Solaires à Montseveroux
- Monsieur et Madame LOPEZ / OLIVER - 1195 route de Vienne à Beaurepaire
- Monsieur BARBET – 450 route de Vienne à Primarette

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** la validation Anah des dossiers éligibles au versement d'une subvention dans le cadre de l'amélioration de la performance énergétique des logements,

**Décider** de contribuer à hauteur de 500 euros pour chacun des dossiers comme le prévoit le protocole territorial,  
**Dire** que les crédits sont prévus au budget primitif,  
**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,  
**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **V- PETITE ENFANCE – ENFANCE JEUNESSE**

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

### **14. Cinéma plein air – compte rendu**

*Le Président donne lecture du résultat d'un questionnaire sur le cinéma plein air effectué lors de la saison 2014. Il en ressort :*

- 44,7% des 217 personnes questionnées n'avaient jamais assisté à un cinéma plein air sur le Territoire
- 82,5 % des personnes viennent en famille avec 77% d'enfants âgés de moins de 12 ans
- Information par les journaux, bouche à oreille, centre social, site internet mais également par les relais locaux tels que les écoles, sous des écoles, l'école de musique, association, cinéma l'Oron, le RAM, camping.
- Le choix du film est la principale raison de la venue au cinéma plein air à 56%, la gratuité et le lieu remporte le même nombre de suffrage
- 74% des personnes qui vont au cinéma plein air vont aussi au cinéma l'Oron pour la majorité entre 1 à 5 fois par an
- 68% des personnes ayant rempli le questionnaire sont des femmes
- 45% des personnes sont âgées de 26 à 40 ans
- 72,8% habitent la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, toutes les communes sont représentées sauf Chalon
- Sur les 27,2 % restants, les personnes habitent le Pays roussillonnais, 13,6% sur Bière Isère, 42,4% su Nord Drôme et 28,8% en vacances sur le territoire

INFORMATION

*Le président rappelle que les rencontres du cinema auront lieu les 16-17-18 octobre 2015.*

## **15. Rapport d'activités du délégataire Léo Lagrange – Pôle petite enfance**

Vu la délégation de service public du pôle petite enfance à Léo Lagrange,

L'association Léo Lagrange Centre Est présente son rapport du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 pour la gestion du pôle petite enfance intercommunal.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Prendre acte** du rapport d'activité annuelle sur le fonctionnement du pôle petite enfance du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **16. Synthèse du fonctionnement LAEP et RAM**

Présentation du bilan d'activités du Lieu d'Accueil Enfants Parents et du Relais d'Assistants Maternels pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014.

### **LAEP**

- Le LAEP est un espace libre d'accès sans inscription qui accueille les jeunes enfants de moins de 6 ans accompagnés d'un adulte. Lieu ouvert le mercredi matin pour une période de 2h.
- Objectifs de favoriser la relation, valoriser les compétences des parents, rompre l'isolement social
- il respecte la confidentialité et l'anonymat des familles.
- Les accueillants sont professionnels et ont effectué une formation. 2 accueillants minimums présents à chaque séance
- Perspectives : adhérer au réseau LAEP existant en Isère – développer le partenariat bibliothèque, médiathèque, ludothèque – organiser une nouvelle formation pour les accueillants

### **RAM**

- le RAM regroupe 15 communes de la CCTB et 3 communes du SIVARES
- il est implanté en milieu rural et a développé une activité en itinérance
- il favorise avant tout la proximité auprès des 172 assistants maternels agréés sur le Territoire de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et du SIVARES
- sur 2014 : 172 assistantes maternelles recensées dont 33 ont suspendu leur activité temporairement (conгés maternité ou parental, arrêt maladie, travaux nécessaires à effectuer ...)
- sur 2014 : 119 accueils et 500 correspondances comptabilisées
- le RAM fonctionne en lien étroit avec la CAF
- des temps collectifs sont menés au RAM par le biais d'ateliers éducatifs d'éveil (32 séances au total)
- des journées au pôle petite enfance sont organisées pour que les enfants aient une expérience en petite collectivité
- divers temps festifs sont organisés tout au long de l'année
- de nombreux intervenants participent à la vie du RAM (gym bébé ...). On constate d'ailleurs une augmentation de la participation à la gym bébé de la part des parents de façon globale

INFORMATION

## **VI- CULTURE**

RAPPORTEUR : Sylvie DEZARNAUD

### **17. Subvention de fonctionnement – résidence Compagnie Carcaras**

Vu les compétences de la Communauté de Communes,

Vu la délibération en date du 27 octobre 2014 relative à la validation de la convention d'éducation aux arts et à la culture,

Considérant la convention de développement de l'éducation aux arts et à la culture intervenant entre les acteurs concernés afin de construire un projet de parcours d'éducation artistique et culturelle, coordonné et concerté,

Cette convention fixe entre autres les objectifs généraux, le projet de territoire, la gouvernance, la programmation financière des actions etc...

Afin de permettre la résidence artistique de la Compagnie Carcaras associée à la Compagnie L'autre Main, qui se déroulera sur tout le territoire de Bièvre Valloire, il est proposé de solliciter la DRAC pour l'attribution d'une aide financière pour la saison 2015/2016 à hauteur de 19 000 € dans le cadre « Actions des spectacles vivants » et selon le budget prévisionnel ci-annexé.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Autoriser** le Président à solliciter les services de la DRAC pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la convention de développement de l'éducation aux arts et à la culture, pour une résidence artistique de la Compagnie Carcaras associée à la Compagnie L'autre main (projet annexé),

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VII- SERVICES PUBLICS**

### **18. Maison de santé pluri professionnelle : option TVA**

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 21 janvier 2013 relative à l'acquisition, dans le cadre de l'amélioration des services publics d'intérêt communautaire, de la compétence pour construire des équipements relatifs à la maison de santé pluridisciplinaire,

Considérant que cette opération a un caractère commercial sur laquelle la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire va percevoir des loyers,

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire ne peut ainsi bénéficier du Fonds de compensation de la TVA.

Afin de pouvoir récupérer le montant de la TVA sur cette opération, il est donc nécessaire de faire une demande expresse auprès du Centre des Impôts.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Demander** l'option TVA au Centre des Impôts pour Maison de santé Pluri professionnelle dont le tènement est situé à Beaurepaire,  
**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,  
**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### **19. Maison de santé pluri professionnelle : acquisition de la parcelle de l'AFIPAIM**

Vu la délibération du 20 juillet 2015 relative à la validation du projet de Maison de santé par le choix du lauréat du concours de maîtrise d'œuvre, du projet architectural et du lieu d'implantation,

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir le foncier nécessaire à cette opération.

Les deux plans joints permettent de délimiter le projet d'acquisition foncière d'une partie de la parcelle cadastrée ZL479 pour une surface de 8 350 m<sup>2</sup> environ.

Comme représenté sur l'esquisse architecturale du projet, la Communauté de communes du Territoire de Beaurepaire s'engage à maintenir l'accès des secours, un cheminement piéton adapté aux usagers du Grand Ouest.

La cession du terrain est consentie à l'euro symbolique et toutes les dépenses liées à cette cession (géomètre, notaire, diagnostics obligatoires) sont à la charge de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**D'acquérir** à titre gratuit pour partie la parcelle cadastrée ZL 479, d'une surface d'environ 8 350 m<sup>2</sup> sis zone du Fayaret à Beaurepaire, à l'association AFIPAEIM pour la réalisation du projet de maison de santé pluri professionnelle,

**Charger** l'Office notarial de Maître QUERYERON-GRATTIER-DESCHAMPS de la rédaction de l'acte afférent à ce dossier,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VIII- ADMINISTRATION GENERALE**

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

### **20. Régularisation de la délégation donnée au Président**

Vu la délibération du 26 mai 2014 relative à la délégation de pouvoir par le Conseil communautaire au Président et au Bureau pour régler au nom du Conseil les affaires dans les domaines de compétences suivants :

- 1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés intercommunales utilisées par les services publics intercommunaux;
- 2° De procéder, dans la limite de 1 000 000 euros à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- 3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil défini par décret pour les procédures non formalisées ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget
- 4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 6° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services intercommunaux ;
- 7° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 8° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 9° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- 10° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la communauté de communes à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 11° D'intenter au nom de la communauté de communes les actions en justice ou de défendre la communauté de communes dans les actions intentées contre elle après information préalable du conseil communautaire ;
- 12° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules intercommunaux dans la limite fixée par le conseil communautaire ;
- 13° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la communauté de communes préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 14° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 000 000 euros ;
- 15° D'exercer, au nom de la communauté de communes sur les zones d'activités, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;
- 16° D'exercer au nom de la communauté de communes le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme.
- 17° De décider de la conclusion des baux simples tels que bail commercial ou simple location ;
- 18° De décider de la conclusion de convention de gestion sans incidence financière pour le budget intercommunal.

En application de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil communautaire peut déléguer ses attributions au Président et au Bureau, toutefois celles-ci ne peuvent être identiques.

Il est donc proposé à l'assemblée délibérante de régulariser la délibération du 26 mai 2014 en ne donnant délégation qu'au Président.

Il est également proposé de rajouter l'attribution suivante :

- Décision de renouvellement d'adhésion aux associations, institutions ou autres entités autorisées préalablement par le Bureau

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Décider** de déléguer au Président les attributions susvisées,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## 21. Opération sous mandat Gymnase Monsteroux Milieu – Choix des entreprises adjudicataires des travaux

Un avis d'appel d'offre a été publié par voie de la plateforme dématérialisée des Affiches le 30 juin 2015.

Les entreprises avaient jusqu'au 20 juillet 2015 17h00 pour déposer leurs offres.  
Montant estimatif des travaux : 255 000 € HT

8 entreprises ont déposé une offre (tous lots confondus). 2 entreprises n'ont pas été admises pour dépôt hors réglementation.

L'ouverture des plis s'est déroulée lors de la CAO du 21 juillet 2015.  
Rappel des entreprises ayant déposées un dossier :  
Lot 1 (électricité): Poipy / EPSIG / GBE SAS  
Lot 2 (sol) : Aubonnet / Art Dan  
Lot 3 (couverture) : BECT SAS

La CAO de la commune de Monseteroux Milieu, s'est réunie le 24 juillet afin de procéder à l'analyse des offres au terme de laquelle, de nouveau réunie le 27 juillet, la commission propose de retenir :

	Entreprise adjudicataire	Montant HT
Lot 1 (électricité)	Sté EPSIG Veurey Voroize (Isère)	15 908 €
Lot 2 (sol)	Sté ART DAN Dourdan (Essonne)	48 833,19 €
Lot 3 (couverture)	Sté BECT SAS Marcollin (Isère)	134 515 €
<b>TOTAL HT</b>		<b>199 256,19 €</b>
TVA 20%		39 851,24 €
<b>TOTAL TTC</b>		<b>239 107,43 €</b>

La commune de Monsteroux Milieu, dans le cadre de la délégation de maîtrise d'ouvrage a délibéré le 27 juillet dernier afin de valider ces propositions et autoriser le Président de la C.C.T.B dans le cadre de cette délégation à signer les marchés correspondants.

*JP MONTAGNIER rappelle que le prévisionnel des travaux était de 255 000 € HT. Une économie de presque 56 000 € va donc pouvoir être réalisée.*

*Il informe également qu'une réunion préparatoire de chantier a eu lieu le 21 septembre courant. Une fermeture totale du site est prévue du 9 au 19 novembre pour cause de désamiantage. Les travaux devraient débuter le 20 novembre et la réception des travaux est prévue le 8 janvier 2016.*

*A. BERHAULT s'interroge sur le recours plus important aux entreprises locales, question à laquelle il est répondu qu'en l'état du dossier, les entreprises locales étaient manifestement plus chères.*

INFORMATION

## 22. Charte forestière des Bonnevaux – transfert du portage du dossier

Vu la délibération du 20 juin 2011 relative à l'adhésion au groupement de commande pour la réalisation d'une étude préalable à l'élaboration d'une charte forestière dite « des Bonnevaux ».

Vu la délibération du 3 juin 2013, par laquelle les élus ont validé les diagnostics de la charte issus de l'étude.

Vu la délibération du 16 décembre 2013, approuvant la convention définissant le périmètre et les modalités de concertation ainsi que de mise en œuvre de la mutualisation entre les EPCI membres,

Considérant que les Communautés de Communes de la Région Saint Jeannaise et de Bièvre Isère se sont engagées dans une démarche de fusion pour constituer au 1<sup>er</sup> janvier 2016 un nouveau EPCI comptant 55 communes,

Considérant que cette évolution des périmètres intercommunaux engendre la disparition de la Communauté de Communes de la Région Saint Jeannaise, structure porteuse de la Charte forestière de Bas-Dauphiné et Bonnevaux,

Il est proposé à l'assemblée délibérante de faire part de sa position quant au transfert de ce portage à la nouvelle entité fusionnée qui est l'option préférentielle, notamment pour bénéficier du transfert automatique des subventions attribuées à la nouvelle entité fusionnée et pour assurer la reprise du personnel affecté à la charte.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Valider** le transfert du portage de la charte forestière de Bas Dauphiné et Bonnevaux de la Communauté de Communes de la Région Saint Jeannaise à la nouvelle entité issue de la fusion avec Bièvre Isère Communauté,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** Le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **IX- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location

Présentation des décisions passées en juillet 2015.

Présentation des MAPA inférieures à 90 000 € HT		
Date	Objet	Montant HT
8 juillet	DECI n°034-2015 Avenant 1 au bail de location gérance Balcon des Alpes à Moissieu sur Dolon	250 € pendant 6 mois (du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 décembre 2015)
8 juillet	DECI n°035-2015 Avenant 4 au bail commercial Commerce multiservices pizzeria Montseveroux	180 € HT pendant 6 mois (du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2015)
9 juillet	DECI n°036/2015 Mission orthophotographie du Territoire et création d'un MNS par autocorrelation Entreprise SINTEGRA	8 350 €
9 juillet	DECI n°037/2015 Avenant 1 au bail commercial salon de coiffure Pact	Renouvellement pour 9 ans du 1 <sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2025
16 juillet	DECI n°038/2015 Entretien des chaudières Entreprise TTEC (Valence)	9 469 € / an sur 4 années
31 août	DECI n°039/2015 Bail de courte durée avec la SARL Troc Mat Troc Loc (locaux de rando moto)	1 000€ HT/mois du 1 <sup>er</sup> septembre 2015 au 31 août 2017

## X- QUESTIONS DIVERSES